

Marie-Anne Montchamp inaugure le SESSAD

Marie-Anne Montchamp, secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale, a inauguré hier les nouveaux locaux du SESSAD Envol Lorraine, qui accueille 24 enfants autistes.

Après le ministre des Sports David Douillet, c'était au tour de Marie-Anne Montchamp, secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Solidarités et de la Cohésion Sociale de faire étape cette semaine dans la cité naborienne.

Mme Montchamp a inauguré hier les nouveaux locaux du Service d'éducation et de soins spécialisés à domicile (SESSAD) Envol Lorraine pour enfants autistes ou souffrant de troubles envahissants du développement ouvert à la cité Emile-Huchet.

Accueillie par Michèle Franoz, présidente de l'association Envol Lorraine et Patrick Varaso, directeur du SESSAD, la secrétaire d'Etat a visité la structure qui accueille en demi-journée 24 enfants de un à douze ans et intervient aussi dans un champ d'action de trente kilomètres ou trente minutes autour de Saint-Avold.

Entourée du député-maire André Wojciechowski, du sous-préfet Michel Heuzé, du directeur de l'Agence Régionale de Santé Jean-François Benevise, des élus locaux... Mme Montchamp a rappelé que le SESSAD est une structure innovante car Envol Lorraine, qui a porté le

projet « a mis la priorité sur l'intervention précoce auprès des enfants suspectés de troubles, avant même l'établissement du diagnostic précis ». Une équipe de personnels administratifs et de service, paramédicaux et éducatifs permet un « croisement des regards et des compétences ». Ensemble, ils œuvrent pour « le développement de l'éducation de ces enfants et le soutien à leurs familles ».

L'autisme, grande cause nationale

Mme Montchamp a évoqué l'ouverture d'une Unité locale pour l'inclusion scolaire (ULIS) à Faulquemont qui propose un cursus d'accompagnement scolaire au-delà de 12 ans. Cette structure est expérimentale et la secrétaire d'Etat a demandé à « l'ARS de procéder à son évaluation, avec le recul de bientôt trois années de fonctionnement ». Si l'évaluation s'avère positive, la demande d'extension serait accordée dans un délai de trois ans.

Mme Montchamp a aussi rappelé que l'autisme, désigné Grande Cause nationale 2012 par le Premier ministre, est au cœur des préoccupations du



En présence du député-maire André Wojciechowski, Marie-Anne Montchamp inaugure les locaux du SESSAD au quartier Huchet. Photo THIERRY SANCHIS.

gouvernement. « Le plan autisme c'est avant tout un plan de création de places en établissements et services. Il prévoit 4100 places supplémentaires financées sur cinq ans. Pour les enfants, la moitié des places sont

aujourd'hui ouvertes, et pour les adultes, plus du tiers sont déjà en cours d'installation. En Lorraine, on dénombre actuellement 361 places autorisées et 266 d'ores et déjà installées. Le différentiel de 95 places corres-

pond à des constructions en cours. C'est le cas, pour la Moselle, des établissements en cours de construction à Forbach et Jury-lès-Metz ».

Marie-Claire FÖLL.



Au SESSAD Envol Lorraine, chaque enfant est pris en charge par une équipe pluridisciplinaire et suit des activités d'une durée d'une demi-heure. Photo TS.

Un maillage du territoire

Un centre de ressources régional sur l'autisme est ouvert en Lorraine depuis 2005. Cinq antennes départementales existent et permettent un maillage du territoire. En Moselle, deux unités de diagnostic et d'évaluation de l'autisme sont rattachées au CHS de Sarreguemines et au CHS de Jury-lès-Metz.

Au 1er janvier 2012, 166 places sont autorisées pour l'accueil des personnes porteuses d'autisme: 95 pour les enfants et 71 pour les adultes.

Pour les enfants, on dénombre 75 places en Instituts médico-éducatifs et SESSAD sur les 95 autorisées. Pour les adultes, on compte 36 places en maison ou foyer d'accueil spécialisé. Deux établissements sont en cours de construction à Forbach et Jury.

Mme Marie-Anne Montchamp a évoqué la scolarisation des élèves porteurs de troubles autistiques en Moselle.

Sur 338 enfants autistes en Moselle, 191 sont scolarisés uniquement en écoles, collèges et lycées; 150 uniquement en unités d'enseignement médico-sociales ou sanitaires, 25 en enseignement partagé et 17 ne sont pas scolarisés.

A noter aussi: 75 CLIS (classe pour l'inclusion scolaire) en Moselle dont deux spécialisées pour l'accueil avec des TED (troubles envahissants du développement) à Montigny-lès-Metz et Créhange; 23 Unités localisées pour l'inclusion scolaire dont une ULIS TED au collège Pasteur à Faulquemont.

Afaei : une requête pour 40 places

La visite de la secrétaire d'Etat des solidarités et de la cohésion sociale s'est achevée au foyer d'accueil spécialisée Les Sereins, géré par l'Afaei.

La présidente de cette association a profité de la venue de Marie-Anne Montchamp pour lui soumettre un souhait budgétaire et organisationnel.

Il s'agit de la création de 40 places qui seraient ajoutées aux effectifs déjà prévus pour les Esat du DUF, de la CCPN, de Betting et cinq autres existant déjà. Ces cinq autres sont à Altviller, Creutzwald, Betting et Saint-Avold (Brack et Gros-Hêtre) et l'Afaei souhaite voir leurs budgets respectifs fondus en un seul.

Les 40 places seraient accompagnées du budget ad hoc.

À l'issue de son entretien avec notamment Béatrice Schröter-Krause, la présidente de l'Afaei Rosselle et Nied, Marie-Anne Montchamps expliquait : « Je ne

peux pas dire oui, juste comme ça, évidemment. En revanche il faut savoir que le gouvernement va créer 3 000 places de plus par an, ce qui permet de répondre éventuellement à des demandes comme celles-ci. »

Pour le cas soumis, « j'ai demandé à mon cabinet de recevoir cette proposition et de donner une réponse dans des délais très brefs. »

La secrétaire d'Etat a également dit la pertinence « d'affiner l'analyse des besoins et des demandes. Car se contenter de rééquilibrer en fonction d'une moyenne nationale n'est pas forcément la meilleure solution ».

Et de citer l'exemple local : « Nous sommes ici sur un territoire où la demande est plus grande. La région a plus de besoins parce qu'elle a une histoire et les habitants portent la trace de cette histoire. »



À l'issue de la visite, la présidente de l'Afaei a sollicité la secrétaire d'Etat pour la création de 40 places supplémentaires. Photo THIERRY SANCHIS.